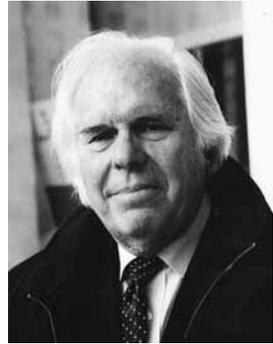


NOUVELLE « GUERRE FROIDE » OU NOUVEAU TYPE DE BELLIGÉRANCE ?



ROBERT CHARVIN *

Le confusionnisme semble être aujourd'hui l'idéologie dominante dans le monde occidental. Il est favorisé par l'usage médiatique de mots sans contenu clair ou inappropriés, mais exprimant une pensée manipulatrice. La crise syrienne a donné lieu, par exemple, à un jeu pervers des grands médias dans le seul but de mettre en accusation à tout propos le régime de Damas et son « allié russe ». Les bombes des États-Unis, de la France, de l'Arabie Saoudite, par exemple, semblent ne tuer personne et surtout pas des civils en Irak ou au Yémen ! Au contraire, les crimes de guerre se multiplient en Syrie et Poutine en est responsable, ainsi que son allié Bachar ! Le traitement médiatique de la bataille de Mossoul, qu'il s'agit de « libérer » des « djihadistes », est radicalement différent de celui de la bataille d'Alep-Est où les « rebelles » et les populations civiles auraient été délibérément massacrés !

La personnalisation outrancière de la vie politique avec une mise en exergue systématique des leaders politiques fabrique une mythologie totalement trompeuse pour l'opinion ainsi qu'une « psychologisation » facile des affrontements internationaux : la Russie cède la place à Poutine, diabolisé, comme les États-Unis à

* JURISTE, PROFESSEUR ÉMÉRITE À L'UNIVERSITÉ DE NICE-ANTIPOLIS.

Trump, tout comme, dans l'ordre interne, le duo Hollande-Valls a longtemps effacé les responsabilités du Parti socialiste tout entier ! Les « valeurs » humanistes et les « droits de l'homme » (autrement dit les seuls droits civils et politiques, les autres droits n'étant pas pris en compte), mis systématiquement en avant dans le discours dominant sans pour autant améliorer la condition des hommes, ont néanmoins réussi pour une part à « tuer » le politique au profit d'une vague compassion et d'un faux consensus ! Les conflits ne sont plus analysés à leur racine mais au niveau de leurs effets : les médias et les milieux politiques nous « enseignent » ainsi que la guerre est horrible, ce qui n'est pas la découverte du siècle ! L'islamisme terroriste devient le prétexte au « tout sécuritaire », susceptible de se retourner demain contre toute opposition trop « perturbatrice ». Pour les plus obtus, cet islamisme est devenu le « marxisme du XXI^e siècle » !

92

Nul ne semble avoir intérêt à clarifier la nature des affrontements, car l'électoratisme de plus en plus envahissant aux États-Unis, comme en France et dans l'ensemble des pays occidentaux, pervertit toutes les controverses. Le « brouillard » verbal et idéologique serait plus « rentable » ! C'est ainsi, par exemple, que les litiges internationaux, le plus souvent négligés dans les campagnes électorales, sont néanmoins lourdement instrumentalisés dans les débats nationaux. Ils permettent aux instances françaises dirigeantes, par exemple, de tenir à peu de frais un discours moralisateur, faisant la leçon au monde entier au nom de la « Civilisation » ou de la « Démocratie », qualifiant expressément ou implicitement leurs adversaires politiques et leurs concurrents économiques de « barbares » ou « d'ennemis », coupables de tous les méfaits !

C'est ainsi qu'une « nouvelle guerre froide » semble réapparaître entre les mêmes adversaires que par le passé : les États-Unis, la France et leurs alliés s'opposent à la Russie et à son alliée nécessaire, la Chine.

En vertu d'une pensée simpliste et primaire, on distingue à nouveau le Bien, porté par l'Occident, et le Mal, incarné par Poutine, diabolisé, omnipotent, et avec lui une large partie du peuple russe. Il y aurait dans le monde d'une part les États « civilisés », éligibles au droit international, champions de l'humanitaire et de la philanthropie internationale, constituant le nouveau « camp » occidental, États-Unis en tête, et d'autre part les États-voies, en

NOUVELLE « GUERRE FROIDE » OU NOUVEAU TYPE DE BELLIGÉANCE ?

premier lieu la Russie qui ne mérite que sanctions économiques et poursuites devant la Cour pénale internationale, tout comme, évidemment la Corée du Nord et autres vestiges du stalinisme¹. Le communisme est mort, mais la Russie subit le même traitement que l'URSS !

Mais le sectarisme sommaire n'est pas raison. L'« éloge de la complexité », exigence de toute approche du social et du politique, rappelé par H. Laborit, la prise en considération de la distinction « dominants-dominés », valide pour une approche des sociétés civiles comme dans l'ordre international, développée par Bourdieu, le concept de contradiction mis en exergue par le marxisme, sont les outils nécessaires pour sortir de la pensée vulgaire qui prédomine à propos des relations internationales.

Aujourd'hui, la Russie est une réalité complexe, les États-Unis de même, les deux puissances connaissant de surcroît des mutations profondes. Ramener les deux principales parties au conflit à des entités simples en confrontation « comme par le passé » relève des fantasmes utiles aux seules manœuvres politiciennes.

Les « experts » d'occasion que les grands médias produisent opportunément s'interrogent sur le « trumpisme » et s'inquiètent d'une éventuelle évolution éloignant le Département d'État des pratiques américaines d'antan !

Quant à la Russie, elle est toujours censée incarner le Mal comme par le passé (et, à un degré moindre, la Chine, dotée de « trop » de yuans « utiles » !). Ces incarnations de ce qui est mauvais à l'échelle internationale sont vulgaires et simplistes, mais efficaces pour un monde occidental en crise qui a besoin « d'ennemis »².

L'Occident a besoin d'ennemis

La « guerre froide » de 1945 à 1991 a fortement bénéficié aux États-Unis et à leurs alliés. L'antisoviétisme a permis de combattre le mouvement social interne aux pays occidentaux en l'accusant d'être inspiré par une puissance étrangère, ce qui a permis d'assimiler promotion du profit et défense nationale.

¹ Castro, sinon Cuba, subit le même sort, avec quelques atténuations : voir les longues pages du *Monde* faisant le procès du castrisme lors du décès du *leader* « má.ximo ». Il faut ajouter, dans la liste des pays diabolisés, les seconds rôles joués par le Zimbabwe et l'Érythrée en Afrique, le Venezuela et la Bolivie en Amérique du Sud.

² Cf. B. Drweski. *La Nouvelle Russie est-elle de droite ou de gauche ?*, Éditions Delga, 2016.

Il a offert aussi la possibilité au monde occidental, en raison des carences démocratiques de l'URSS, de s'autoproclamer « monde libre », en dépit de ses massacres coloniaux et des atteintes multiples aux principes démocratiques à l'interne. Il a justifié une politique de surarmement, source à la fois de bénéfices exceptionnels à l'exportation et d'asphyxie de l'adversaire soviétique.

Avec cet héritage, la Russie, bien que n'étant plus communiste, est jugée encore « utilisable » vis-à-vis de l'opinion publique, d'autant que sa volonté de souveraineté et sa reconstruction économiques sont à la fois un manque à gagner et une concurrence (notamment dans le domaine du gaz et du pétrole)³.

En tout état de cause, c'est un « ennemi » plus « durable » que le terrorisme islamiste : celui-ci d'origine certes structurelle est néanmoins temporaire et les attentats de Daech en terres occidentales ne sont que ponctuels. De plus, les liens financiers tissés avec l'Arabie Saoudite et le Qatar ne permettent pas de réprimer Daech et Al Qaida jusqu'à leur source !

94

Les sanctions prises à l'encontre de la Russie sont au contraire de portée plus déterminante. Elles rappellent celles que le Cocom pouvait prendre contre l'URSS ; elles coûtent d'ailleurs plus aux Européens qu'aux Américains dont les liens économiques avec les Russes sont limités, à la différence de ceux établis avec la Chine qui maîtrise une partie de la dette américaine.

Les difficultés socio-économiques de l'Occident trouvent ainsi un dérivatif dont on ne sait pas encore, cependant, s'il peut être aussi efficace dans l'opinion que ne l'était la dénonciation systématique des Soviétiques durant la « guerre froide ». C'est qu'en effet, la Russie n'est plus communiste, bien qu'elle ait profondément intégré son histoire soviétique⁴, source d'un rejet fondamental du nazisme et du fascisme renaissant en Europe de l'Est et d'un patriotisme très

³ Les tendances hégémoniques de l'Occident ne lui ont pas permis de prendre en compte les intérêts de la Russie lorsqu'elle était très affaiblie, durant la période Gorbatchev et Eltsine, aujourd'hui assimilés à des traîtres pour la majorité des Russes. L'hostilité à l'égard de la Russie (impériale, bolchevique ou postsoviétique) est une vieille tradition de l'Europe occidentale (voir, par exemple, les analyses du professeur X. Coquin, du Collège de France).

⁴ Les puissances occidentales tendent au contraire à effacer les périodes « contestables » de leur histoire : la France, par exemple, traite toujours avec « prudence » le régime de Vichy, malgré les 76 années écoulées, la Résistance intérieure, la colonisation et la décolonisation, par exemple.

NOUVELLE « GUERRE FROIDE » OU NOUVEAU TYPE DE BELLIGÉANCE ?

vivant. De plus, son parti communiste joue un rôle de contrepoids non négligeable vis-à-vis des oligarques. La révolution bolchevique n'est pas totalement morte et a laissé des traces insupportables pour les États-Unis et leurs alliés. En 2017, Moscou célébrera l'anniversaire de la révolution d'Octobre comme un élément du patrimoine historique de la Russie. Nul doute que les arguments occidentaux de la « guerre froide » vont réapparaître avec force.

L'Otan a besoin d'une légitimité expansionniste

Les États-Unis ont une longue pratique interventionniste dans les affaires intérieures des autres pays⁵. Dans de nombreux cas, ils répandent leur influence (très « rentable » pour eux) en utilisant leurs multiples ONG, très bien dotées par la National Endowment for Democracy (NED), par Freedom House, ou par exemple encore, par l'Open Society Institute et de nombreuses autres fondations para-étatique ainsi que par différentes églises et sectes. Les États-Unis savent instrumentaliser pour leur propre compte les oppositions et les conflits internes des États qu'ils veulent déstabiliser, en les transformant en guerres civiles rapidement internationalisées, sous couvert « d'ingérence humanitaire » ou de « devoir de protéger » les civils !

95

Dans les cas d'affrontements plus « ouverts », directement internationaux, c'est l'Otan qui joue les premiers rôles, les États-Unis entraînant dans leur sillage les États membres européens.

La Russie est le meilleur boucémisère de la stratégie de l'Alliance atlantique qui a survécu, sans légitimité, à la disparition du Pacte de Varsovie. La multiplication des bases militaires (800 à travers le monde), à proximité immédiate des frontières « ennemies » potentielles, s'est réalisée bien avant la crise ukrainienne et la réintégration de la Crimée dans la nation russe. Malgré son infériorité économique, financière et militaire vis-à-vis des États-Unis, la Russie est systématiquement présentée comme une menace tout comme durant la « guerre froide ». Le budget militaire de la Russie⁶ est

⁵ L'Otan (résolution de Washington du 26 avril 1999) a réaffirmé sa volonté d'avoir recours à la force armée sans accord des Nations unies et n'a pas respecté l'accord de 1997 avec la Russie concernant ses bases militaires (installation en Roumanie, Pologne, États Baltes, Finlande).

⁶ La Chine a un budget militaire représentant le double de celui de la Russie, mais très inférieur à celui des États-Unis.

infiniment inférieur à celui des États-Unis et de leurs alliés qui à eux seuls représentent 80 % des dépenses militaires mondiales.

L'Otan a donc pour fonction officielle de conjurer une menace dont l'existence est très incertaine. Alors que la diplomatie russe est essentiellement réactive et n'a plus à sa disposition le Pacte de Varsovie, les États-Unis et leurs alliés dénoncent la Russie comme agressive et impérialiste, inversant la réalité. Les manœuvres militaires dans les États Baltes gangrenés par des mouvements fascistes, par exemple, et l'installation en Ukraine de forces militaires occidentales, à la frontière de la Russie, sont qualifiées de « défensives », alors que l'équivalent aux frontières américaines n'est pas concevable⁷.

L'Otan s'est autorisée à intervenir à l'encontre de différents pays (de la Yougoslavie à l'Irak, via le Kosovo, la Libye et l'Europe de l'Est) au mépris de la Charte des Nations unies et de l'Onu (où les États-Unis usent de leur droit de veto avec la même fréquence que la Russie !). Les États-Unis ont expressément manifesté leur volonté de ne jamais accepter de devenir une puissance de seconde zone. Leur politique étrangère et militaire de type impérial est l'un des instruments de la société internationale unipolaire qu'ils veulent sauvegarder. Or, la Russie, qui se rapproche par nécessité logique de la Chine, commence à représenter une force faisant contrepoids, avec l'appui des Brics, de l'Unasur, mais aussi en collaboration avec les plus anciennes organisations comme l'Union africaine (avec l'Afrique du Sud) et le Mouvement des non-alignés qui se réveille⁸ ...

La Russie participe au rééquilibrage de la société internationale, comme on le constate au Moyen-Orient, ce qui fait craindre le pire aux intérêts occidentaux encore dominants !

La Russie est une composante de la société multipolaire en gestation

Après la longue politique hégémonique de l'Occident sur le monde, a succédé la société bipolaire (URSS-États-Unis) qui a cédé la place, avec la fin de l'URSS, à une nouvelle société unipolaire,

⁷ On se souvient des « risques de troisième guerre mondiale » que les États-Unis, sous la présidence de Kennedy, étaient prêts à déclencher lors de l'affaire des fusées soviétiques à Cuba. Qui oserait imaginer des bases militaires russes à la frontière du Mexique ou du Canada et leur impact sur les relations internationales et la paix ?

⁸ Le rejet de la Cour pénale internationale par les États africains et la Russie est une illustration de ces mouvements en profondeur qui se développent.

NOUVELLE « GUERRE FROIDE » OU NOUVEAU TYPE DE BELLIGÉANCE ?

« divine surprise » pour les États-Unis et l'Europe occidentale, qui ont cru à la « fin de l'Histoire » à leur seul profit.

C'était sous-estimer les contradictions qui surgissent en permanence au sein du capitalisme mondial, où les alliances sont mises en cause par l'affairisme dominant et les concurrences qui en résultent. C'était oublier que l'absence de réponse au sous-développement, à l'exploitation et à la domination politique ne peuvent que susciter les mêmes réactions de révolte et d'aspiration à la souveraineté que par le passé.

Le retour de la Russie dans le concert international est une autre contradiction majeure au sein de la société internationale.

La Russie a en effet intérêt à travailler à la création d'une société multipolaire, au sein de laquelle les pôles de puissance se neutralisent réciproquement. Elle trouve des alliés chez les petits et moyens États, soucieux de protéger leur souveraineté, le maintien de la paix et la survie du droit international par la négociation⁹. La Russie a un intérêt majeur à faire respecter sa propre souveraineté, garantie par la Charte des Nations unies, et celle des autres États face aux mondialisateurs occidentaux dont l'intérêt est au contraire l'extension d'un marché sans frontières.

Cette contradiction majeure fait de la Russie (et de la Chine) des adversaires irrécupérables pour le monde occidental, malgré des « retournements » éventuels et ponctuels des politiques américaines¹⁰.

Ainsi, la confrontation Occident-Russie ne s'inscrit pas dans la continuité de l'ancienne « guerre froide ». Elle peut avoir les mêmes formes, mais il n'y a plus opposition entre deux modes de

97

⁹ Il est significatif que les États occidentaux ne fassent appel au droit international qu'à l'encontre des États « ennemis », alors qu'ils le contournent pour promouvoir leurs intérêts stratégiques ou économiques. Nombre de « juristes de cour » inventent alors des notions qu'ils veulent « coutumières », telles que « l'ingérence humanitaire » ou la « responsabilité de protéger », qui remettent en cause les dispositions fondamentales de la Charte des Nations unies, notamment le chapitre VI qui recommande avant tout la négociation. Il en est de même du droit humanitaire, violé dans certains cas sans scrupule, mais invoqué dans d'autres cas.

¹⁰ Les États-Unis, avec la présidence Trump, peuvent essayer de « faire des affaires » avec la Russie, au grand dam des Européens, en s'éloignant de la Chine, à l'inverse de la politique des présidences antérieures. Mais cette orientation éventuelle trouvera rapidement ses limites, en raison de l'importance des intérêts conduisant au rapprochement Chine-Russie.

production, source d'un conflit irréductible bien que susceptible de compromis comme l'histoire l'a montré.

Toutefois, la confrontation entre la bourgeoisie nationale russe et la caste cosmopolite étatsunienne et ouest-européenne n'en est pas moins vive. Elle atteint déjà un niveau de tension tel qu'elle conduit à une politique de surarmement sans précédent. Aucun conflit armé ne peut être exclu.

Sans considérer qu'elle soit à l'avant-garde des forces de progrès social, ce qu'elle ne prétend pas être, la Russie d'aujourd'hui joue objectivement un rôle progressiste dans le rééquilibrage des relations internationales.

Les forces critiques qui poursuivent leur lutte contre un capitalisme financier et mondialisé de plus en plus nocif dans tous les domaines de l'existence humaine ont intérêt à en être conscientes et à prendre en considération la logique de la géopolitique.

L'histoire continue, bien que l'avenir soit aussi incertain qu'un passé en permanence réinventé par ceux qui ont les moyens et la guerre « chaude » demeure à l'horizon.

Résumé

La bataille d'idées traduit la volonté de ne pas clarifier la nature de l'affrontement. Une pensée simpliste distingue le Bien, porté par l'Occident, et le Mal, incarné par Poutine. En réalité, le monde occidental en crise a besoin d'ennemis et l'Otan, d'une légitimité expansionniste, ne supporte pas le retour de la Russie sur la scène internationale.